

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Articles de « l'Humanité »

Départs de la CFDT vers la CGT

- Social - Syndicats -

Date de mise en ligne : dimanche 26 octobre 2003

Démocratie & Socialisme

Cgt- Cfdt : " Nous serons ouverts à l'expérimentation "

Jean Forestier, secrétaire général de l'UD CGT de Haute-Loire, explique comment son organisation va intégrer l'ex-CFDT.

Après son congrès de dissolution, l'UD CFDT de Haute-Loire devrait rejoindre la CGT. Comment cela va-t-il se dérouler ?

Jean Forestier. L'UD CFDT et la majorité des syndicats qui la composent ont fait le choix de venir à la CGT. Des discussions se sont tenues entre les deux UD, qui se concrétiseront par la signature d'un protocole entre l'ex-UD CFDT et la CGT. Cela permettra d'accueillir tous les syndicats et syndiqués qui le demandent, ainsi que les structures administratives.

Comment vont s'intégrer les structures administratives et la direction politique de l'ex-CFDT ?

Jean Forestier. L'ouverture de la confédération et des fédérations - comme la santé, qui voit d'un bon oeil l'arrivée de 850 adhérents de plus - a permis d'élaborer un plan qui permet de reprendre la direction politique et le pôle administratif, soit 8 salariés. Notre espoir est de créer une dynamique de développement pour atteindre une syndicalisation suffisamment importante pour pérenniser ces structures. Le congrès de l'UD CGT, qui devait se tenir en décembre, est repoussé au printemps 2004. Sa mission sera d'intégrer dans les instances de direction ces nouveaux camarades, en fonction de la place qu'ils auront prise en termes de syndicalisation.

Jusqu'ici, la CFDT était majoritaire. Comment allez-vous faire pour absorber plus gros que vous ?

Jean Forestier. La CFDT a représenté 40 % aux dernières prud'homales, et revendiquait 4 500 syndiqués, contre 25 % et 2 200 syndiqués pour la CGT. Même si la totalité des 4 500 adhérents CFDT ne rejoindront pas la CGT - nous pensons qu'ils seront entre 2 500 et 3 500 -, ce mouvement a soulevé des inquiétudes parmi nos militants sur une éventuelle perte d'identité de la CGT. Il a fallu se préparer de façon très pointue dans les syndicats, les branches et au niveau de l'UD pour surmonter cette réticence. Mais il est clair pour nous que le projet syndical de nos nouveaux camarades est bien le projet CGT.

Craignez-vous des difficultés liées aux différences culturelles entre les deux organisations ?

Jean Forestier. Nos problèmes seront davantage liés à la pratique syndicale qu'au projet syndical. Sur le projet, ce sera sans nuage : on a pu le mesurer lors des manifestations du printemps, voire de celles de 1995. Pour les pratiques, nous devons nous adapter avec intelligence. On peut s'inspirer de certaines pratiques de la CFDT : plus de rigueur en matière d'organisation, de capacité à syndiquer, une structuration qui leur permet d'être plus en phase pour organiser les PME. Le rapprochement peut achopper sur le fait que la CGT est plus organisée en syndicats d'entreprises, et la CFDT, en syndicats départementaux. Mais les deux organisations peuvent être pertinentes au cas par cas. Nous serons ouverts à l'expérimentation, de façon pragmatique, pour voir ce qui peut permettre au syndicalisme d'aujourd'hui d'être efficace et de rassembler les salariés.

Ce rapprochement découle-t-il de pratiques unitaires antérieures ?

Jean Forestier. Ce qui se passe aujourd'hui a été rendu possible par une pratique de syndicalisme rassemblé menée depuis plusieurs années, et des liens réguliers noués entre les responsables. Chaque fois que nous le

pouvions, nous cherchions l'unité, et nous la trouvions souvent.

Comment envisagez-vous la gestion d'une UD aussi massivement majoritaire ?

Jean Forestier. La particularité de la Haute-Loire, c'est que la CGT et la CFDT se concurrençaient très peu dans les entreprises. Cette arrivée de syndicats va nous permettre d'élargir notre intervention : la CFDT est plus présente que nous dans le commerce, le textile et l'habillement, la santé, les PME-PMI, où nous avons des difficultés d'implantation. Nous étions plus présents dans l'industrie, la métallurgie, la chimie. Nous serons complémentaires.

Entretien réalisé par Lucy Bateman

Article paru dans l'édition du 21 octobre 2003.

Autre article de « l'Humanité »

Cfdt " La CFDT va continuer de se droitiser "

Après cinquante ans de militantisme à la CFDT, Gérard Fraquier quitte le syndicat qu'il a contribué à créer dans le département.

Cinquante ans. Son âge syndical est plus ancien que celui de la CFDT. Gérard Fraquier, qui fête cette année son demi-siècle de militantisme syndical, se rappelle encore avoir parcouru le département pour convaincre, sur cette terre de tradition catholique, les adhérents de la CFTC de rejoindre la CFDT. C'était en 1964. Une majorité d'adhérents de la Confédération chrétienne décident de créer un nouveau syndicat, la Confédération française démocratique du travail, déconfessionnalisée, qui promeut un " syndicalisme revendicatif, de luttes, qui défend les travailleurs et développe un projet de gauche ", raconte Gérard Fraquier. Le militant, qui est toujours resté fidèle à ces valeurs, devient dirigeant, à la tête de l'Union départementale de Haute-Loire en 1966, puis de l'Union régionale Auvergne en 1970. Infatigable, il a tout vécu, la création de la plupart des acquis sociaux, comme le SMIC ou l'UNEDIC. Il sait combien chaque droit acquis ne tombe jamais du ciel. Des batailles, il en a gagné. Perdu aussi. Mais jamais, il ne s'est autorisé à cautionner des " compromis trop faciles qui permettent au MEDEF d'avancer sur ses objectifs capitalistes ". Voilà pourquoi Gérard Fraquier se sent aujourd'hui totalement " trahi " par sa confédération. " Nous ne pouvons pas tourner le dos à tout ce que nous nos luttes ont fait avancer ", explique-t-il, pas fier de devoir rompre avec toutes ces années. Convaincu que " la CFDT va continuer de se droitiser ", Gérard Paquier s'en va, le cour gros mais sûr de lui. " Ça fait mal, mais il faut passer par-dessus les sentiments pour avoir une conscience politique très claire et tenir la défense des intérêts des salariés. " Aujourd'hui, il change de boutique pour atterrir à la CGT, " la confédération qui pratique le syndicalisme le plus proche de ce que j'attends ". Il n'en revient pas lui-même d'en arriver là : " Je vous jure qu'il y a quarante ans, je n'aurai pas dit ça ! " s'exclame-t-il. Gérard Fraquier va pouvoir intégrer une nouvelle confédération en préservant tous ses mandats, comme conseiller des salariés, défenseur au conseil des prud'hommes et représentant de la CFDT au comité départemental d'insertion par l'économie.

P. M.

Cfdt

Première dissolution syndicale depuis 1948

Hier, l'union départementale CFDT de Haute-Loire a voté sa dissolution, lors d'un congrès extraordinaire. Majoritairement, les syndicats vont décider de s'affilier à la CGT.

La CFDT n'en finit pas de compter ses désaffections. Hier, l'Union départementale de Haute-Loire, avec plus de 6 000 adhérents, selon les comptes confédéraux, et dont les forces ont doublé depuis 1996, a décidé à 91,2 % des mandats de se dissoudre. L'événement est historique. C'est la première fois depuis l'après-guerre qu'une union départementale, toutes organisations syndicales confondues, décide de disparaître. D'ici la fin de l'année, la plupart des syndicats du département ont programmé des congrès de désaffiliation. Mais hier la majorité des interventions a plaidé pour " continuer " de militer, préserver les savoir-faire et les équipes, tout en restant militants d'une pratique interprofessionnelle. Très majoritairement, les adhérents de la CFDT Haute-Loire vont rejoindre la CGT. Le syndicat santé-sociaux, le plus important du département avec plus de 1 000 adhérents, a déjà décidé de présenter des élus sur les listes CGT pour les élections professionnelles qui ont lieu aujourd'hui. Ce syndicat, qui a connu un des " plus forts taux de développement de toute la CFDT ", obtient plus de 60 % des voix dans son secteur professionnel. En plein cour de l'été, le 18 août dernier, le bureau national de la fédération, proconfédéral, avait prononcé sa suspension.

Le Puy-en-Velay a apposé sa marque dans la contestation de la réforme. Dans cette ville préfecture de Haute-Loire, les cortèges ont largement dépassé ceux de 1968, façonnés par une unité syndicale sans faille, notamment entre la CFDT et la CGT qui pèsent pour 65 % des salariés à elles deux. Le 13 mai, 15 000 salariés, du public comme du privé, ont défilé dans les rues de cette ville de 20 000 habitants. La CFDT était encore de la partie. Mais alors que François Chérèque, secrétaire général, a signé le " compromis acceptable ", ce flot humain ne s'est pas démenti lors des nombreuses manifestations qui ont suivi. Malgré la " trahison " de leur centrale, les militants ont continué de mobiliser. Et cela compte. En Haute-Loire, la CFDT est la première force syndicale, en nombre et en représentativité, avec 40 % des voix aux élections prud'homales contre 25 % pour la CGT, second syndicat. Le nombre d'adhérents a doublé en huit ans. L'épisode des retraites, puis celui de la ratification de convention UNEDIC sur le régime des intermittents du spectacle ont consommé la rupture. " Nous ne pouvons plus cautionner un syndicat qui brade les intérêts des salariés en leur faisant perdre 20 % de leurs revenus à la retraite. Nous ne pouvons plus cautionner une organisation qui refuse le débat démocratique avec ses adhérents et se comporte comme l'avant-garde éclairée. Nous ne pouvons plus cautionner un syndicat qui sert de béquille à la droite et au MEDEF ", s'est exclamé hier matin Jo Chapuis, secrétaire général de l'UD, dans son introduction.

Après près de 15 000 départs attendus dans les semaines qui viennent au sein de la Fédération générale des transports et de l'équipement, dont une très grande majorité de cheminots, après les désaffiliations de nombreux syndicats Interco (fonctionnaires territoriaux), dont le Val-de-Marne, les Ardennes, l'Aude ou Paris, après tous ceux qui ont déjà claqué la porte comme l'ex-syndicat des santé-sociaux de Lille ou celui des agents du ministère du Travail, après les départs personnels de milliers d'adhérents de Provence-Alpes-Côte d'Azur, d'enseignants du SGEN, de métallurgistes, les désaffections auvergnates devraient réduire la CFDT, dans cette région du centre de la France, à la portion congrue. François Chérèque concède entre 6 000 et 8 000 départs. Rien qu'en Haute-Loire, le chiffre se monterait à 90 % des 6 000 adhérents. Et René Defroment, secrétaire de l'URI, estime à près de 10 000 le nombre de départs pour la région. Cela ne ressemble en rien à un épiphénomène. Raymond Vacheron, secrétaire général adjoint de l'Union régionale Auvergne (URI), connue pour ses prises de positions critiques, qui a tenu un congrès extraordinaire le 12 octobre dernier, prévoit " près de 100 000 départs " au niveau national. Selon lui, ce qui se passe dans son département " n'est que la partie visible de l'iceberg " de la crise que traverse la CFDT.

" On préfère disparaître que de se compromettre ", a lancé à la tribune Raymond Vacheron. Un sentiment partagé, douloureux pour des militants qui mettent le sigle " fin " sur " l'histoire de toute une vie ". " Réduits au silence ou au départ, c'est le seul choix que nous laisse aujourd'hui la confédération ", insiste Jo Chapuis. Pour tous, la situation que connaît actuellement la CFDT est le résultat d'une " dérive " depuis longtemps amorcée. " Nous avons déjà avalé tant de couleuvres ", déplore Huguette Julien, du syndicat santé-sociaux, " nous ne pouvons plus regarder la confédération détruire ce que nous construisons sur le terrain ". Sur les 14 syndicats présents dans le département, un seul, celui des PTT, a décidé de ne pas venir au congrès de dissolution. Les autres ont beaucoup débattu. À la forme, ce " déni de démocratie " maintes fois évoqué sur le fonctionnement de la CFDT, s'ajoute une conception du syndicalisme qui n'est plus supporté. Gérard Rouleau, faisant part des débats au sein du syndicat de l'agroalimentaire, a parlé du " clivage idéologique " qui se creuse : " Certains pensent, comme François Chérèque,

qu'il n'est plus possible de changer l'évolution libérale du monde, d'autres pensent au contraire que si la France cède sur les retraites ou les services publics, il n'existe plus de frein à la mise en place d'une Europe ultralibérale. "

Bien des militants ne veulent plus porter un sigle CFDT qui " isole " et signifie " capitulation " face à la pensée libérale. Mais il faut " continuer de porter nos valeurs fondamentales ", s'est écrié Jean-Yves Dérigon, du syndicat du commerce et des services. Attachés à un syndicalisme d'action, de proximité, qui construit ses revendications avec les salariés, s'attache à les défendre dans les négociations, n'hésite pas à développer les luttes quand le rapport de forces ne suffit pas, les militants sont donc très nombreux à se tourner vers celle qui aujourd'hui leur apparaît la plus proche de leur ambition syndicale, la CGT.

Paule Masson

L'Union départementale CFDT de la Haute-Loire s'auto-dissout

AP | 20.10.03 | 16:32

BLAVOZY, Haute-Loire (AP) → Le soutien de François Chérèque à la réforme des retraites n'en finit pas de provoquer des remous à la CFDT. L'union départementale (UD) Haute-Loire de l'organisation syndicale a ainsi voté sa dissolution lundi en début d'après-midi.

Cette décision a été approuvée par 91,2% des voix exprimées lors d'un vote des 200 délégués de treize des quatorze syndicats de branche de l'UD, réunis au Centre culturel de Blavozy (Haute-Loire) pour un congrès extraordinaire consacré à cette « désaffiliation ».

La CFDT-PTT Haute-Loire, quatorzième organisation de cette UD, avait annoncé son souhait de rester au sein de la Confédération et ne s'est pas présentée.

« L'Union départementale CFDT de la Haute-Loire a cessé de vivre ce jour à 14h30 », a déclaré lundi, après un décompte des voix devant un huissier de justice, Raymond Vacheron, jusqu'alors secrétaire général adjoint de cette UD qui compte officiellement 6.200 adhérents.

Il s'agit d'un moment « historique et grave », a commenté M. Vacheron, après le témoignage d'un de ses camarades qui tournait une page de sa vie de militant en s'apprêtant à rejoindre l'Union départementale CGT de Haute-Loire, « comme la très grosse majorité des partants, dont moi-même », a ajouté Raymond Vacheron.

« La Haute-Loire est la première Union départementale à avoir opéré une dissolution en France au cours des 50 dernières années parmi les syndicats représentatifs au plan national », a souligné pour sa part Jean-Yves Dérigon, membre du bureau régional de la CFDT Auvergne. Il a dénoncé par ailleurs les accusations de « dérive d'extrême gauche » dont il a été taxé avec ses camarades en butte avec les dirigeants nationaux. « Nous estimons, nous, que ce sont eux qui ont opté pour une démarche libérale et droitiste », a-t-il répondu.

L'ex-UD dirigée par Joseph Chapuis revendiquait le rang de première organisation syndicale de ce département auvergnat, avec « 40% des voix aux élections prud'homales de 2002 », l'un des meilleurs scores en France, en augmentation de trois points par rapport au précédent renouvellement. Ce qui fait qu'elle disposait à elle seule de la majorité au conseil des prud'hommes. La CFDT de ce département est en désaccord avec la confédération depuis de nombreuses années. Avant le séisme provoqué par le soutien de la centrale de François Chérèque à la réforme Fillon sur les retraites, elle s'était notamment opposée à Nicole Notat lors de l'action contre le Plan Juppé, en 1995.

AP

Huma

Le fait syndical

Rupture en vue pour la CFDT Auvergne

L'union régionale CFDT d'Auvergne a estimé hier, à l'issue de son congrès extraordinaire que " la démission de Chérèque du bureau national et la convocation d'un congrès extraordinaire sont les seules mesures pour remettre la CFDT dans le sens de la marche ". Traditionnellement critique à l'égard de la ligne de la confédération, l'union régionale d'Auvergne a organisé ce congrès afin de donner la parole aux militants sur " le positionnement de la direction confédérale ", particulièrement sur le dossier des retraites. En approuvant le rapport d'activité de l'UR à " 96,15 % des mandats ", les congressistes ont majoritairement rejeté l'orientation développée par la confédération, qualifiée de " recul social négocié ". Alors que la direction confédérale à " boycotté " ces assises, l'UR d'Auvergne appelle les adhérents de la CFDT à discuter sur " les perspectives d'avenir du syndicalisme ". L'union départementale de Haute-Loire, organise un congrès de dissolution le 20 octobre prochain.

CFDT. De 15 000 à 20 000 départs annoncés

L'assemblée générale de la Fédération des transports, qui s'est achevée hier, montre que la crise que traverse la centrale est sans précédent.

Le mouvement social du printemps dernier sur les retraites a modifié le paysage syndical. La crise qu'il a déclenchée au sein de la CFDT est sans précédent. À l'issue de l'assemblée de la Fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE), qui s'est achevée hier, Claude Debons, son secrétaire général, estime qu'au terme du processus 15 000 à 20 000 adhérents sur 60 000 vont quitter la CFDT. La direction va perdre la moitié de ses cadres. Quatre des neuf membres du bureau exécutif ont annoncé leur départ, ainsi que 14 des 25 membres du secrétariat. Les cheminots seront les plus nombreux, même si certains, comme ceux de Montparnasse à Paris où de Tours, ont choisi de " continuer la FGTE ".

Désaffections dans toutes les branches.

Au-delà de l'onde de choc provoquée par la prise de position confédérale sur les retraites, François Chérèque, secrétaire général de la confédération, a multiplié les provocations à l'encontre des régimes spéciaux. Denis Andlauer, secrétaire général de l'Union fédérale des cheminots, considère donc qu'une " page se tourne ". Une assemblée générale des cheminots, le 6 novembre, va donc voir " la totalité du bureau national quitter la CFDT ", a-t-il annoncé. Et avec elle une majorité des quelque 11 000 adhérents. La branche Équipement, plus mitigée, prépare elle aussi une réunion mi-novembre. À peu près un quart des routiers, branche la plus importante, devraient partir. Les 4 et 5 novembre, un conseil national de la fédération va élire une nouvelle direction, occasion, pour Claude Debons, de rendre son mandat et officialiser son départ. Après la FGTE, le congrès de l'union régionale d'Auvergne, mi-octobre, va aussi déboucher sur de nombreuses désaffections.

Même si la direction de la CFDT tente de minimiser la secousse, la saignée n'a jamais atteint un tel niveau. L'assemblée de la FGTE confirme que la crise que traverse la centrale est plus profonde que celle de 1995, qui avait amené la création des syndicats SUD en désapprobation du soutien de la CFDT au plan Juppé. La FGTE, à peine née, en 1977, de l'amorce du recentrage réformiste de la CFDT, a vite pris les rênes du combat interne pour incarner

un syndicalisme plus revendicatif. Elle a survécu au coup de semonce de 1995 en espérant pouvoir fédérer l'opposition, incarnée dans le courant " Tous ensemble ". Les tentatives ont toutes avorté et nombre de militants ont vu se concrétiser, au moment du débat sur la retraite, ce " pôle libéral " du syndicalisme, incarné par la CFDT et la CGC, qu'ils ont tant combattu.

Participer au renouveau syndical

L'onde de choc provoque des désillusions, mais beaucoup ne seront pas perdus pour le syndicalisme. Pour la première fois, des salariés vont quitter une confédération pour s'affilier à une autre. Lucides sur la réalité du paysage syndical, les cédétistes de la FGTE ne veulent pas alimenter son émiettement. Peu vont créer des syndicats autonomes. Peu devraient rejoindre les SUD qui " ont montré leurs limites " dans le cadre interprofessionnel des retraites, argumente la résolution. FO est considérée comme une organisation " qui a montré son incapacité à mobiliser à la hauteur de la radicalité de ses déclarations et à sortir d'un syndicalisme qui ne propose pas de vision d'avenir ". Les voies explorées se tournent plutôt vers le " pôle central " (CGT, FSU, UNSA), qui " occupe une place privilégiée dans une perspective de recomposition syndicale ". Lors de l'assemblée générale, l'UNSA fut peu évoquée, tandis que la CGT fut de toutes les discussions, soit qu'elle attire de part ses " évolutions stratégiques ", soit qu'elle inquiète de part " la rigidité des ses structures ". Les rebelles de la FGTE, qu'ils restent ou qu'ils partent, expriment en tout cas l'envie de prendre part active dans le " renouveau du syndicalisme ".

Paule Masson